

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	20	5

N° de la séance : 09

Objet de la délibération: Direction
Lecture Publique - Point Lecture de
Roquefort les Pins - Convention de mise à
disposition - Renouvellement

<input checked="" type="checkbox"/> Original <input type="checkbox"/> Expédition certifiée conforme à l'original Pour le Président, Le Directeur Général des Services Stéphane PINTRE
--

N° Enregistrement : BC.2018.052

Date de la convocation :

Le 06/03/2018

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du

19 MARS 2018

de la réception s/Préfecture
en date du

20 MARS 2018

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services



Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 12 mars 2018

L'an deux mil dix-huit et le 12 mars à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, René TRASTOUR, Joseph VALETTE

PROCURATION :

Richard RIBERO à Damien BAGARIA

ABSENTS :

Lionnel LUCA, Jean-Bernard MION, Joseph LE CHAPELAIN, Claude BERENGER

Monsieur ROSSI,

La CASA, par le biais de ses médiathèques communautaires, développe depuis plusieurs années, une véritable politique du livre, des médias et de la culture audiovisuelle afin de permettre, à chacun des habitants du territoire communautaire, l'accès à un service de qualité, au plus près de son lieu de résidence.

Cette politique s'inscrit, au-delà du cadre de son réseau de médiathèques à des équipements communaux susceptibles de porter cette politique communautaire et pouvant s'inscrire dans cette dynamique.

Ce projet culturel communautaire intervient à trois niveaux :

- une politique et une gestion documentaire harmonisées ;
- des actions culturelles de qualité et fédératrices ;
- un accompagnement culturel et logistique des Communes par la CASA valorisant les équipements concernés.

L'article L.5211-4-3 du Code général des Collectivités territoriales introduit par la loi n°2010-1563 du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités territoriales prévoit que :

« Afin de permettre une mise en commun de moyens, un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre peut se doter de biens qu'il partage avec ses communes membres selon des modalités prévues par un règlement de mise à disposition, y compris pour l'exercice par les communes de compétences qui n'ont pas été transférées antérieurement à l'établissement public de coopération intercommunale (...) ».

La CASA a utilisé ce dispositif afin de mettre à disposition de Communes membres les fonds documentaires et les outils informatiques nécessaires à la création et à la gestion de « Points Lecture », reliés au réseau de Lecture Publique.

Ce partage de moyens participe aussi bien à la réalisation du projet culturel de la CASA, visant à développer des services en réseau de dimension communautaire, qu'à la valorisation de l'offre culturelle que peuvent apporter les Communes à leurs propres usagers.

Ainsi, a été approuvée par le Bureau Communautaire en date du 22 octobre 2012, une convention de mise à disposition pour la mise en place d'un Point Lecture entre la commune de Roquefort-les-Pins et la CASA. Cette convention arrivant à échéance, il convient de procéder à son renouvellement, pour une période de 5 ans renouvelable expressément.

Vu la délibération n°CC.2014.005 du Conseil Communautaire en date du 14 avril 2014 donnant délégation au Bureau pour prendre toutes décisions en matière de mise à disposition de locaux et de terrains relevant du domaine public ou de tous autres éléments mobiliers du patrimoine.

Il est proposé au Bureau Communautaire :

- d'approuver les termes de la convention de mise à disposition pour le fonctionnement d'un Point Lecture entre la CASA et la Commune de Roquefort-les-Pins,
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver les termes de la convention de mise à disposition pour le fonctionnement d'un Point Lecture entre la CASA et la Commune de Roquefort-les-Pins,
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 12 mars 2018
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION
ENTRE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA ANTIPOLIS
ET LA COMMUNE DE ROQUEFORT LES PINS
POUR LE FONCTIONNEMENT D'UN POINT LECTURE**

ENTRE

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, dont le siège social se trouve en Mairie d'Antibes – Cours Masséna – 06600 ANTIBES JUAN LES PINS - représentée par Monsieur Jean LEONETTI, Président, agissant au lieu et place de la Communauté et autorisé à signer la présente convention par délibération du Bureau Communautaire du 12 mars 2018,

Ci-après dénommée « **CASA** »,

D'UNE PART,

ET,

La Commune de Roquefort les Pins sise Mairie - 06330 ROQUEFORT LES PINS, représentée par Monsieur Michel ROSSI, Maire, agissant au nom et pour le compte de la commune et autorisé à signer la présente convention par délibération du Conseil Municipal en date du

Ci-après dénommée « **La Commune** »,

D'AUTRE PART,

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUI

La CASA, par le biais de sa Direction de la Lecture Publique, développe depuis plusieurs années, une véritable politique du livre, des médias et de la culture audiovisuelle afin de permettre, à chacun des habitants du territoire communautaire, l'accès à un service de Lecture Publique de qualité, au plus près de son lieu de résidence. Cette politique a vocation à s'inscrire tout d'abord dans le cadre du réseau des Médiathèques communautaires, et ensuite à s'étendre à des équipements communaux susceptibles de porter cette politique communautaire et pouvant s'inscrire dans cette dynamique.

Ce projet culturel communautaire intervient à trois niveaux :

- une politique et une gestion documentaire harmonisées ;
- des actions culturelles de qualité et fédératrices ;
- un accompagnement culturel et logistique des Communes par la CASA valorisant les équipements concernés.

L'article L.5211-4-3 du Code général des Collectivités territoriales introduit par la loi n°2010-1563 du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités territoriales prévoit que :

« Afin de permettre une mise en commun de moyens, un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre peut se doter de biens qu'il partage avec ses communes membres selon des modalités prévues par un règlement de mise à disposition, y compris pour l'exercice par les communes de compétences qui n'ont pas été transférées antérieurement à l'établissement public de coopération intercommunale (...) ».

La CASA a utilisé ce dispositif afin de mettre à disposition de ses Communes membres les fonds documentaires et les outils informatiques nécessaires à la création et à la gestion de « Points Lecture », reliés au réseau de Lecture Publique.

Ce partage de moyens participe aussi bien à la réalisation du projet culturel de la CASA, visant à développer des services en réseau de dimension communautaire, qu'à la valorisation de l'offre culturelle que peuvent apporter les Communes à leurs propres usagers.

Ainsi, a été approuvée par le Bureau Communautaire en date du 22 octobre 2012, une convention de mise à disposition pour la mise en place d'un Point Lecture entre la commune de Roquefort les Pins et la CASA.

Cette convention arrivant à échéance, il convient de procéder à son renouvellement.

IL A ENSUITE ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de mise en œuvre et les conditions de mise à disposition des fonds documentaires et du matériel pour le fonctionnement du Point Lecture situé sur la commune de Roquefort les Pins.

ARTICLE 2 - PROPRIETE DES FONDS DOCUMENTAIRES

Les fonds documentaires mis en commun faisant l'objet de la présente convention sont la propriété de la CASA. La CASA constituera librement ces fonds documentaires en fonction de sa politique du livre, des médias et de la culture audiovisuelle qu'elle souhaite mettre en place sur l'ensemble de son territoire.

ARTICLE 3 - MATERIEL MIS A DISPOSITION

3.1 - FONDS DOCUMENTAIRES ISSUS DU RESEAU DES MEDIATHEQUES

La CASA met à disposition de la Commune des fonds documentaires issus de ses Médiathèques communautaires. Ces fonds documentaires sont composés de :

- 400 documents imprimés : fiction adulte, fiction jeunesse, documentaires,
- 500 CD (dont livres lus),
- 30 partitions,
- Documents en ligne et ressources électroniques : Musique et livre numériques, presse électronique, autoformation

Les documents constituant ces fonds sont partiellement et régulièrement renouvelés.

3.2 – MATERIEL INFORMATIQUE

La CASA met à disposition de la commune le matériel informatique suivant :

- 2 PC professionnels munis du logiciel SYRACUSE,
- 2 platines RFID et 2 lecteurs code barre (douchette USB),
- 1 accès VPN.

ARTICLE 4 – MISE EN COMMUN DU PROGRAMME D’ACTION CULTURELLE

Afin d’établir une véritable identité culturelle de la CASA et d’offrir aux usagers un service de qualité, la Commune bénéficie du programme d’action culturelle établi semestriellement par la Direction de Lecture Publique et de mise en réseau de la CASA.

ARTICLE 5 - DUREE DE LA MISE A DISPOSITION

La mise en commun des moyens et du matériel nécessaires au Point Lecture est établie pour une période de cinq ans, expressément renouvelable.

Une fois signée par les parties, cette convention prendra effet après transmission en sous-préfecture.

ARTICLE 6- PRISE EN CHARGE ET RESTITUTION DES FONDS DOCUMENTAIRES MIS A DISPOSITION

Les fonds documentaires mis à disposition par la CASA seront acheminés par le Service au Public par l’intermédiaire d’une navette de transport de documents de la CASA, qui permettra le dépôt et la restitution des nouveaux fonds documentaires, ainsi que les transferts de documents demandés par les usagers selon un planning établi à l’avance.

ARTICLE 7 - RESPONSABILITES/ASSURANCES

Durant toute la période de mise à disposition qui débute au jour de la remise des fonds documentaires jusqu’à leur reprise par la CASA, la Commune est responsable de ceux-ci.

Préalablement à la mise à disposition des fonds documentaires, la Commune aura souscrit les polices d'assurance Responsabilité civile et Dommages aux biens et transmettra à la CASA les attestations le justifiant.

ARTICLE 8 – OUVERTURE AU PUBLIC DU POINT LECTURE

Le point lecture sera ouvert au public :

- Les mardis et vendredis de 14h00 à 18h00
- Les mercredis de 10h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00
- Le samedi de 10h00 à 16h00

Toutefois, en accord avec les deux parties, ces horaires pourront être modifiés.

ARTICLE 9 – OBLIGATIONS DES PARTIES

9-1 - Obligations de la Commune

La Commune s'engage à :

- Ouvrir le Point Lecture aux mêmes horaires que la médiathèque municipale
- Mettre à disposition le mobilier adapté à l'équipement du Point Lecture,
- Mettre à disposition 1 PC avec accès internet,
- Conserver une ligne téléphonique dans le Point Lecture,
- Sécuriser les documents se trouvant dans le Point Lecture,
- Fournir à l'unité Service au Public des Médiathèques communautaires une clé d'accès au Point Lecture,
- Garantir qu'un agent assure l'accueil du public
- Envoyer cet agent en formation au sein des services des Médiathèques communautaires,
- Donner la possibilité à cet agent d'encaisser les recettes sur place et notamment les pénalités de retard dues par les administrés,
- Mettre à disposition du public des documents équipés et traités conformément aux préconisations du Réseau de lecture publique,
- Appliquer et faire respecter le Règlement Intérieur du Réseau de lecture publique.

9-2 – Obligations de la CASA

La CASA s'engage à :

- Fournir les fonds documentaires issus du réseau de Lecture Publique dans les conditions définies dans la présente convention,
- Fournir le matériel informatique détaillé à l'article 3.2 de la présente convention et nécessaire au fonctionnement du Point Lecture,
- Assurer, en cas de panne, la maintenance du matériel informatique mis à disposition,
- Mettre à disposition le personnel des Services au Public des Médiathèques communautaires pour le fonctionnement des navettes qui relient le Point Lecture au réseau de Lecture Publique,
- Mettre en commun son programme d'action culturelle avec la Commune et l'insérer dans ses supports de communication,
- Former l'agent recruté par la Commune à l'usage du système informatique de gestion des médiathèques et aux collections et services en ligne.

ARTICLE 10 - DISPOSITIONS FINANCIERES

Les mises à disposition du matériel et des moyens de la CASA pour le Point Lecture, objets de la présente, s'inscrivent dans la mise en place d'une politique culturelle de mise en réseau propre à la CASA et sont donc consenties à titre gratuit par la CASA au profit de la Commune.

ARTICLE 11 – AVENANTS A LA CONVENTION

Les parties peuvent apporter certaines modifications à la présente convention à tout moment, par le biais d'un avenant.

ARTICLE 12 – RESILIATION

Il pourra être mis fin à la présente convention par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception. Cette résiliation pourra avoir lieu à tout moment, sur l'initiative de chacune des parties, dès lors qu'elles respectent un préavis de trois mois.

ARTICLE 13 – REGLEMENT DES LITIGES

Les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend survenant à l'occasion de l'application de la présente convention à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, le litige sera soumis à la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Nice.

Fait à VALBONNE SOPHIA ANTIPOLIS, en deux exemplaires originaux, le

Pour la CASA,
Le Président

Pour la COMMUNE,
Le Maire

Jean LEONETTI

Michel ROSSI

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 12/03/2018
Numéro : BC_2018_052
Nature : DE - Deliberations
Objet : Point Lecture de Roquefort les Pins - Convention de mise à disposition - Renouvellement
Matière : 8.9 - Culture
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : QZ4MeW8

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 20/03/2018
Identifiant : 006-240600585-20180312-BC_2018_052-DE

Acte reçu

Date : 12/03/2018
Numéro interne : BC_2018_052
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 9
Objet : Point Lecture de Roquefort les Pins - Convention de mise À disposition - Renouvellement
Classification utilisée : 19/04/2017
Document : 99_DE-006-240600585-20180312-BC_2018_052-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
99_DE-006-240600585-20180312-BC_2018_052-DE-1-1_2.PDF

N